

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2447

11 septembre 2014

SOMMAIRE

2020 European Fund for Energy, Climate Change and Infrastructure	117420	Thiam S.A.	117412
55 Mark Lane S.à r.l.	117415	Tibbey Holding S.A.	117445
6 24 LBI International	117419	Timi S.A.	117412
Ace Hydro Norway	117430	Tofri S.A.	117413
Amrego I SICAV	117411	Toiture Rosch S.à r.l.	117456
Anphiko Asset Management S.A.	117430	TRG International S.A.	117449
Arcole Ventures S.A.	117410	Tuapsemorneftegaz Holding Sàrl	117410
Artemis Property Finance S.à r.l.	117422	Turmes-Agri Services S.à r.l.	117416
Boise European Holdings 2 S.à r.l.	117419	Unicorn Luxembourg II S.à r.l.	117426
CEES Invest Sàrl	117421	Valor Capital	117413
Digital Services Holding XXI s.à r.l.	117435	Valore VI-A S.à r.l.	117417
Episol - Sanem S.C.	117446	Valore VIP-O S.à r.l.	117416
Hotepar S.A.	117413	Valore XI S.à r.l.	117420
Inpatco S.A.	117421	Valore X S.à r.l.	117418
Keystar Investments S.A.	117418	VCM Luxembourg SA	117413
Kompass Wohnen Hellersdorf S.à r.l.	117421	Vega	117417
KSG Agro S.A.	117414	Venn Capital II S.à r.l.	117450
Lastour & Co	117419	Venture Estate	117420
Partgest	117418	Verdopalux S.à r.l.	117412
Pertento S.à r.l.	117425	Verity Real Estate S.à r.l.	117420
Real Estate Director Services S.à r.l.	117422	Vialca S.A. - SPF	117416
Rice MidCo S.à r.l.	117455	VP Bank (Luxembourg) S.A.	117417
Sobolux S.A.	117414	V.W. Investments S.à r.l.	117414
TEAM Investments S.A.	117410	Wallace Properties S.à r.l.	117417
TEAM Investments S.A.	117411	Wert ITI S.à r.l.	117413
Teide Re S.A.	117411	Westart Invest S.A.	117415
Terracor S.à r.l.	117410	White Code S.A.	117420
The Kif Company S.A.	117410	Wolf Participations S.A.	117415
THEOLIA Utilities Investment Company S.A.	117412	WSB Holding S.A., SPF	117411
Thermo Luxembourg S.à r.l.	117450	You immo S.A.	117416
		Zenergy Kids S.à r.l.	117412

Terracor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 2, rue de Wilwerdange.
R.C.S. Luxembourg B 145.005.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014096580/9.

(140113903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Tuapsemorneftegaz Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 30.600,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 174.875.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juillet 2014.

Référence de publication: 2014096574/10.

(140114099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

TEAM Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 135.334.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014096577/10.

(140114793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

The Kif Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 130.624.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014096581/10.

(140114635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Arcole Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 141.703.

Veillez prendre note de la:

1. Démission de l'Administrateur suivant à compter du 15 juillet 2014:

Manacor (Luxembourg) S.A., immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B9098 et ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F. Kennedy, L - 1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2014101875/15.

(140123007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

TEAM Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 135.334.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014096578/10.

(140115009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Teide Re S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 86.800.

Le bilan au 31 DECEMBRE 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014096579/10.

(140114455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

WSB Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 141.417.

La nouvelle adresse de CONCILIUM S.À R.L., Commissaire aux comptes de la société WSB HOLDING S.A. est la suivante: 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juillet 2014.

WSB HOLDING S.A., S.P.F.

Référence de publication: 2014096659/12.

(140113812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Amrego I SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5-11, avenue Gaston.

R.C.S. Luxembourg B 165.541.

Extrait des résolutions circulaires prises par le conseil d'administration de la Société en date du 17 mars 2014

En date du 17 mars 2014, le conseil d'administration de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Martin Grund de son mandat d'administrateur de la Société avec effet immédiat;
- de nommer Monsieur Henri Stengård, né le 14 octobre 1985 à Matteus, Stockholm, Suède, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 45, Regeringsgatan, SE-103 96 Stockholm, Suède en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui se tiendra en 2015.

Le conseil d'administration de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Carl-Adam Högberg
- Monsieur Niklas Vesterlund
- Monsieur Henri Stengård

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2014.

AMREGO I SICAV

Signature

Référence de publication: 2014101866/22.

(140123716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Timi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 33.744.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014096586/9.

(140114256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Thiam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 81.911.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014096584/10.

(140114644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

THEOLIA Utilities Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 163.329.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 juillet 2014.

Référence de publication: 2014096583/10.

(140113938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Zenergy Kids S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 83, Parc d'Activités Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 118.551.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2014096666/12.

(140114175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Verdobalux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1147 Luxembourg, 4, rue de l'Avenir.
R.C.S. Luxembourg B 168.254.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Fiduciaire WBM

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2014096633/13.

(140114525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Valor Capital, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 28, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 167.170.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014096628/9.

(140114704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

VCM Luxembourg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4410 Soleuvre, 11, Um Woeller.
R.C.S. Luxembourg B 50.456.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2014096630/11.

(140114702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Wert ITI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 135.966.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014096645/10.

(140114414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Tofri S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4440 Soleuvre, 125A, rue d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 73.446.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 7 juillet 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014096592/10.

(140114821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Hotepar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 124.125.

EXTRAIT

La nouvelle adresse de Monsieur Daniel VRANCX, administrateur et administrateur-délégué de la Société est la suivante:

Avenue de Messidor 184/17, B-1180 Uccle, Belgique

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Le Mandataire

Référence de publication: 2014099195/14.

(140118128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

V.W. Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: JPY 1.501.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 176.149.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014096610/9.

(140115065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Sobolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3225 Bettembourg, 278, Zone Industrielle Scheleck 2.

R.C.S. Luxembourg B 79.591.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SOBOLUX S.A.

Société anonyme

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014098729/12.

(140117055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

KSG Agro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 156.864.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires réunie au Luxembourg, le 30 juin 2014

Première résolution

Acceptation de la démission de l'administrateur de classe A à compter du 23 mai 2014:

Oleksandr PEROV, administrateur de classe A, ayant pour adresse professionnelle 4-a, Rognidinska str. à 01004 Kiev, Ukraine.

Deuxième résolution

Nomination en remplacement de l'administrateur de classe A à compter du 23 mai 2014:

Andrii MUDRIIEVSKYI, administrateur de classe A, ayant pour adresse professionnelle 2, Serova Street à 49000 Dnepropetrovsk, Ukraine,

Le mandat du nouvel administrateur prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de l'an 2020.

Troisième résolution

Nomination de nouveaux administrateurs de classe B à compter du 26 mai 2014:

Xavier SOULARD, administrateur de classe B, ayant pour adresse professionnelle 24, rue Astrid L-1143 Luxembourg,
Eric TAZZIERI, administrateur de classe B, ayant pour adresse professionnelle 24, rue Astrid L-1143 Luxembourg,

Le mandat des nouveaux administrateurs prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de l'an 2020.

Quatrième résolution

Décision de transférer le siège social de la société du L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy au L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014099230/29.

(140118234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Westart Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 180.093.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg au siège social le jeudi 19 juin 2014

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration qui s'est tenue en date du 19 juin 2014 que:
Le Conseil d'Administration a décidé de nommer en son sein Maître FELTEN Bernard à la fonction de Président du Conseil d'Administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Un Mandataire

Référence de publication: 2014098841/15.

(140117369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Wolf Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.
R.C.S. Luxembourg B 163.755.

Extrait de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 2 juillet 2014.

L'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice clôturant au 31 décembre 2014 qui se tiendra en 2015:

Le commissaire aux comptes suivant:

Audit & Consulting Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée, ayant son siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny, R.C.S. Luxembourg B 151.342.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WOLF PARTICIPATIONS S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014098842/16.

(140116971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

55 Mark Lane S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, rue Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 184.829.

1. Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société datées du 2 juillet 2014 que la Société a enregistré la démission de (i) M. Daniel Boone et (ii) M. Pierre Crasquin des postes de gérants de catégorie B de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2014.

2. Il résulte de ces mêmes résolutions datées du 2 juillet 2014 que l'associé unique de la Société a décidé de nommer (i) M. Christophe Laguerre, né le 26 mai 1964 à Saint-Mard, Belgique, résidant à 115, rue du Kiem, L-8030 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, gérant de catégorie B de la Société et (ii) Mme Sarah Bonallo, née le 21 juillet 1963 à Bristol, Angleterre, résidant professionnellement à 5, rue des Jardins, L-8394 Olm, Grand-Duché de Luxembourg, gérant de catégorie B de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2014 et pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance au 1^{er} juillet 2014 est composé comme suit:

- Dr Ruayrungruang Chanchai, gérant de catégorie A;
- Mme Xiaoxuan Fei, gérant de catégorie A;
- M. Christophe Laguerre, gérant de catégorie B; et
- Mme Sarah Bonallo, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Référence de publication: 2014098856/23.

(140117374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Valore VIP-O S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 177.850.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014096613/9.

(140113888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Vialca S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 51.561.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014096635/9.

(140114950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Turmes-Agri Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9759 Knaphoscheid, 70, Duerfstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 161.431.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014096603/10.

(140114805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

You immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1513 Luxembourg, 42, boulevard Prince Félix.
R.C.S. Luxembourg B 167.829.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle réunie en date du 27 juin 2014

L'an deux mille quatorze, le vingt-sept juin, à dix heures, les actionnaires de la société YOU IMMO S.A., susvisée, se sont réunis en assemblée générale ordinaire, tenue de manière extraordinaire, au siège social, et ont pris la résolution suivante:

L'assemblée accepte les démissions des administrateurs suivants:

- La société YOU BUILD S.à r.l.,
- Madame Stéphanie HEUSCHLING

Sont nommés administrateurs à la place des administrateurs démissionnaires:

- Monsieur Hervé SYBERTZ, né le 19/05/1975 à Luxembourg, et demeurant à L-1513 Luxembourg, 42, boulevard Prince Félix,
- Monsieur David WEIS, né le 13/10/1977 à Esch-sur-Alzette, et demeurant à L-1513 Luxembourg, 42, boulevard Prince Félix.

Les mandats des administrateurs nouvellement nommés sont valables pour une durée de 4 années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle devant se tenir en 2018.

Le mandat de l'administrateur, Monsieur Laurent SYBERTZ, né le 15/07/1977 à Luxembourg, et demeurant à L-4010 Esch-sur-Alzette, 52, rue de l'Alzette, est valable pour une année supplémentaire, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle devant se tenir en 2018.

Pour extrait conforme
Les membres du bureau

Référence de publication: 2014098845/26.

(140117196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Valore VI-A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 177.847.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014096611/10.

(140114914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Vega, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 21.175.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour VEGA

Intertrust (Luxembourg) S. à r.l.

Référence de publication: 2014096631/11.

(140114168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

VP Bank (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 29.509.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 juillet 2014.

VP Bank (Luxembourg) S.A.

Oliver Hermesdorf / Günther Hinz

Sous Directeur / Sous Directeur

Référence de publication: 2014096639/13.

(140113867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Wallace Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.525,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 122.041.

En date du 30 juin 2014, Sechep Investments Holding S.à r.l. a transféré ses 501 parts sociales détenues dans la Société comme suit:

- 475 parts sociales à MAGNUS DRITTE IMMOBILIENBESITZ UND VERWALTUNGS GmbH, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 17 Alstertor, 20095 Hambourg, Allemagne et immatriculée au registre du commerce du tribunal local de Hambourg sous le numéro HRB 130995;

- 26 parts sociales à DEUTSCHE LAND- UND JAGDIMMOBILIEN GmbH, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 20 Schlossberg, 75175 Pforzheim, Allemagne et immatriculée au registre du commerce du tribunal local de Mannheim sous le numéro HRB 714792.

Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Pour la Société

Marcus PETER

Mandataire

Référence de publication: 2014096648/20.

(140114985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Valore X S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 177.809.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014096614/10.

(140114272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Keystar Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 51.188.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenue en date du 30 mai 2014

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 30 mai 2014 que:

- le siège social de la société est transféré du 42-44 avenue de la gare L-1610 Luxembourg au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, avec effet au 1^{er} juin 2014.
- Les administrateurs M. Claude ZIMMER, M. Hendrik H.J. KEMMERLING et M. Rob SONNENSCHNEIN sont domiciliés professionnellement au 50, rue Charles Martel 1^{er} étage, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014100089/15.

(140119229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Partgest, Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2511 Luxembourg, 2, boulevard Jules Salenty.

R.C.S. Luxembourg B 180.616.

Procès-verbal des décisions de l'administrateur unique du 4 juillet 2014

L'an deux mille quatorze

Le 30 juin A 18h00

L'Administrateur Unique de la société PARTGEST SA, société anonyme au capital de 31.000 € divisé en 310 actions, s'est réuni au siège.

L'Administrateur Unique présent, Madame GUILLOUX Stephanie, déclare en sa qualité d'Administrateur Unique.

Ordre du jour:

- Transfert du Siège social de la société PARTGEST SA

Décision:

Première décision

Le Siège Social, actuellement au 63, rue du Fort Neipperg, L-2230 Luxembourg, sera transféré le 1^{er} juillet 2014 au 2, boulevard Jules Salenty, L-2511 Luxembourg en conformité avec les statuts: «Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'Administration de la Société, ou dans le cas d'un Administrateur Unique par simple décision de l'Administrateur Unique.»

Cette résolution est adoptée à l'unanimité par l'Administrateur Unique

Stephanie GUILLOUX

Administrateur Unique

Référence de publication: 2014096715/25.

(140114957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Boise European Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 25.001,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 164.553.

Il est porté à la connaissance des tiers que KPMG Luxembourg a été nommé par erreur le 7 novembre 2011 en tant que personne chargée du contrôle des comptes de la Société.

Il convient donc de ne pas prendre en considération cette nomination.

Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014099696/14.

(140118708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Lastour & Co, Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 31.488.

EXTRAIT

L'Assemblée générale ordinaire du 10 juin 2014 a reconduit les mandats d'administrateur de:

- Monsieur Luciano DAL ZOTTO, administrateur de sociétés, demeurant à L-4423 Soleuvre;
- Monsieur Guy SCHOSSELER, administrateur de sociétés, demeurant à L-3554 Dudelange;
- Monsieur Nico BECKER, administrateur de sociétés, demeurant à L-6139 Junglinster;

leur mandat venant à échéance à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle de 2017.

L'Assemblée a également reconduit le mandat de Commissaire de Madame Nathalie THUNUS, expert-comptable, avec adresse professionnelle à L-2546 Luxembourg, son mandat expirant à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle de 2017.

Pour extrait conforme

LASTOUR & CO

Société anonyme

Référence de publication: 2014100132/19.

(140119026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

6 24 LBI International, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 117.487.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue à la date du 20 mai 2014 que

L'assemblée a pris note de la démission de ses fonctions d'administrateur de Monsieur Yves Turquin. L'assemblée a décidé de nommer en remplacement de l'administrateur sortant Mademoiselle Alexandra Dumont, contrôleuse de gestion, née le 1^{er} décembre 1990 à Paris (15^{ème} arrondissement), demeurant au 6-10, rue de la Cure, F-75016 Paris (France).

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale de l'an 2016.

L'assemblée a pris note que suite à la restructuration du Groupe PKF ABAX AUDIT, le commissaire aux comptes est désormais Grant Thornton Lux Audit (RCS Luxembourg B183652) ayant pour siège social le 89A, Pafebruch, L-8303 Capellen (Luxembourg).

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale de l'an 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2014.

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Référence de publication: 2014096719/21.

(140115207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Valore XI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 177.780.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014096615/10.

(140114812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Verity Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 118.359.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014096620/10.

(140114359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Venture Estate, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 164.364.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2014096632/11.

(140114999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

White Code S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 1, rue du Plébiscite.
R.C.S. Luxembourg B 147.018.

Extrait de la résolution de l'administrateur unique prise en date du 30 Juin 2014

Transfert du siège social avec effet immédiat au

- L-2341 Luxembourg, 1 rue du Plébiscite

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014096656/11.

(140113443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

2020 European Fund for Energy, Climate Change and Infrastructure, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 149.221.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour 2020 European Fund for Energy, Climate Change and Infrastructure, SICAV-SIF

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014096681/12.

(140115028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Inpatco S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 48.633.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 15 mai 2014, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, 6^{ème} chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société:

INPATCO Sa (RCS B 48633)

avec son siège social: L-1150 Luxembourg, 124, route d'Arlon, dénoncé depuis le 9 février 2000.

Ce même jugement a mis les frais à la charge de la masse.

Luxembourg, le mardi 8 juillet 2014.

Pour extrait conforme

Me Sevinc GUVENCE

Le liquidateur

Référence de publication: 2014098317/17.

(140117234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Kompass Wohnen Hellersdorf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 87.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 154.816.

—
Extrait des résolutions du conseil de gérance

En date du 13 juin 2014, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la société du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note que l'adresse professionnelle des gérants, Frank PLETSCHE, Mark GORHOLT et Carsten SÖNS, a changé du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Carsten SÖNS

Mandataire

Référence de publication: 2014098344/18.

(140116663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

CEES Invest Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 165.454.

Herr Olaf Lüdemann hat mit Wirkung zum 30. Juni 2014 sein Mandat als Geschäftsführungsrat der CEES Invest SARL niedergelegt.

Der Geschäftsführungsrat besteht ab dem 01. Juli 2014 aus:

- Klaus Pyter
- Cornelius Bechtel
- Detlef Schreiber und
- Alain Nati.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 01. Juli 2014.

Für die CEES Invest SARL

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Alain Nati / Saskia Sander

Référence de publication: 2014096701/19.

(140114588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

**Real Estate Director Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Artemis Property Finance S.à r.l.)**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1913 Luxembourg, 12, rue Léandre Lacroix.

R.C.S. Luxembourg B 177.554.

In the year two thousand and fourteen, on the second day of the month of July.

Before Us, Maître Martine SCHAFFER, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Mr. Roel Schrijen, born on 30 June 1973 in Sittard, the Netherlands, with professional address at 12, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxembourg,

2. Tribeca Services, LLC, a limited liability company validly existing under the laws of the State of Delaware, with its registered office at 16192 Coastal Drive, Lewes Delaware 19588, United States of America,

Both here represented by Mr. Gianpiero SADDI, private employee, with professional address in L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of two proxies given on 2 July 2014,

I. The said proxies, signed “ne varietur” by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

II. The appearing parties declare being the shareholders (the “Shareholders”) of Artemis Property Finance S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 14a, rue des Bains, L-1212 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 177.554, incorporated by a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg on 23rd May 2013, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1704, page 81756 on July 16th, 2013 (the “Company”).

III. The articles of association of the Company have not been amended since (the “Articles”)

IV. The appearing parties, duly represented, recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1. Change of the name of the Company which shall henceforth be known as follows: Real Estate Director Services S.à r.l.

2. Change of the corporate object of the Company through the amendment of Article 3 of the Articles, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 3. Object.** The Company’s corporate object is to provide international real estate consultancy, advice and brokerage; the Company may act as and provide individuals to act as director to companies in Luxembourg and abroad; the Company may provide consultancy and administrative and secretarial services to all businesses, organizations and companies, as well as all management, monitoring and expertise services of all kinds in economic and commercial matters, provided that the Company does not participate to activities or transactions that would result in the Company being engaged in an activity for which a license is necessary or would be considered a regulated financial sector activity.

The Company can borrow in whatever form and issue debt instruments, bonds, promissory notes and other debt instruments. The Company may grant loans (subordinated or not) or other forms of financing to other companies. It can as well lend funds to its subsidiaries and other affiliated companies.

The Company can furthermore provide guarantees or insurances for the benefit of third parties in order to guarantee its obligations or those of its subsidiaries or any other company. The Company can further pledge, assign, encumber or create security over all or part of its assets.

In general, the Company can take any supervising and controlling measure and execute any operation or transaction which it deems necessary or useful for the achievement or development of its corporate object provided that the Company does not take part in operations or transactions resulting in the Company being engaged in an activity for which a special authorisation is required or which could be considered a regulated activity of the financial sector.”

3. Change of the registered office of the Company from 14a, rue des Bains, L-1212 Luxembourg to 12, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxembourg; and

4. Acknowledgement of the resignation with immediate effect of Mr Roel Schrijen as manager of the company and appointment of Mr Cliff Langford as new sole manager of the company.

5. Miscellaneous.

The appearing parties have requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Shareholders RESOLVE to change the name of the Company to “Real Estate Director Services S.à r.l.» and subsequently to amend article 1 which will henceforth read as follows:

“ **Art. 1. Name.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name “Real Estate Director Services S.à r.l. ” (hereafter the Company), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).”

Second resolution

The Shareholders RESOLVE to change the corporate object of the Company by amending Article 3 of the Articles, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 3. Object.** The Company’s corporate object is to provide international real estate consultancy, advice and brokerage; the Company may act as and provide individuals to act as director to companies in Luxembourg and abroad; the Company may provide consultancy and administrative and secretarial services to all businesses, organizations and companies, as well as all management, monitoring and expertise services of all kinds in economic and commercial matters, provided that the Company does not participate to activities or transactions that would result in the Company being engaged in an activity for which a license is necessary or would be considered a regulated financial sector activity.

The Company can borrow in whatever form and issue debt instruments, bonds, promissory notes and other debt instruments. The Company may grant loans (subordinated or not) or other forms of financing to other companies. It can as well lend funds to its subsidiaries and other affiliated companies.

The Company can furthermore provide guarantees or insurances for the benefit of third parties in order to guarantee its obligations or those of its subsidiaries or any other company. The Company can further pledge, assign, encumber or create security over all or part of its assets.

In general, the Company can take any supervising and controlling measure and execute any operation or transaction which it deems necessary or useful for the achievement or development of its corporate object provided that the Company does not take part in operations or transactions resulting in the Company being engaged in an activity for which a special authorisation is required or which could be considered a regulated activity of the financial sector.”

Third resolution

The Shareholders RESOLVE to change the registered office of the Company from 14a, rue des Bains, L-1212 Luxembourg to 12, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxembourg.

Fourth resolution

The Shareholders acknowledge the resignation with immediate effect of Mister Roel Schrijen as manager of the company and appoint with immediate effect Mister Cliff Langford, British Citizen, born on 28 March 1957 in London, with professional address at 12, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxembourg as new sole manager of the company.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400.-).

Declaration

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, he signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le deuxième jour du mois de juillet.

Par devant Maître Martine SCHAFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. M. Roel Schrijen, né le 30 juin 1973 à Sittard, Pays-Bas, avec adresse professionnelle à 12, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxembourg et

2. Tribeca Services, LLC, une société à responsabilité existante sous la législation du State of Delaware, ayant son siège social à 16192 Coastal Drive, Lewes Delaware 19588, Etats-Unis d’Amérique,

Tous les deux ici représentés par M. Gianpiero SADDI, employé privé, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu de deux procurations données le juillet 2014.

I. Lesquelles procurations, signées "ne varietur" par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être enregistrée auprès des autorités concernées.

II. Les parties comparantes déclarent être les associés (les «Associés») d'Artemis Property Finance S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 14A, rue des Bains, L-1212 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177.554, constituée par un acte de Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg du 23 mai 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1704, page 81756 en date du 16 juillet 2013 (la «Société»).

III. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis (les «Statuts»).

IV. Les parties comparantes, dûment représentées, reconnaissent avoir été pleinement informées des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Agenda:

1. Modification du nom de la Société, qui sera désormais connue en tant que: Real Estate Director Services S.à r.l.;

2. Modification de l'objet social de la Société par voie de modification de l'Article 3 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3. Objet.** La Société a pour objet social de fournir des conseils en immobilier international, et en courtage; la Société peut intervenir et offrir aux clients d'agir en tant que administrateur de sociétés au Luxembourg et à l'étranger; la Société peut agir en tant que conseil et assurera notamment tous services administratifs et de secrétariat à toutes entreprises, organisations et sociétés, de même que tous services de gestion, de surveillance et d'expertise de tous genres en matière économique et commerciale, à condition que la Société ne participe pas à des opérations ou des transactions qui auraient pour résultat que la Société soit engagée dans une activité pour laquelle un agrément serait nécessaire ou qui serait considérée comme étant une activité réglementée du secteur financier.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission de titres de créances, obligations et créances et autres titres représentatifs de dette. La Société peut accorder des prêts (subordonnés ou non subordonnés) ou d'autres formes de financement à toute société. Elle peut également prêter des fonds à ses filiales et sociétés affiliées.

La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges ou créer toutes sûretés sur toute ou partie de ses avoirs.

D'une manière générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de ses objets sociaux, à condition que la Société ne participe pas à des opérations ou des transactions qui auraient pour résultat que la Société soit engagée dans une activité pour laquelle un agrément serait nécessaire ou qui serait considérée comme étant une activité réglementée du secteur financier.»

3. Changement du siège social de 14a, rue des Bains, L-1212 Luxembourg à 12, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxembourg;

4. Constatation que Monsieur Roel Schrijen a démissionné avec effet immédiat de son poste de gérant unique de la société et nomination avec effet immédiat de Monsieur Cliff Langford en tant que gérant unique; et

5. Divers.

Les parties comparantes ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés DECIDENT de modifier la dénomination sociale en «Real Estate Director Services S.à r.l.» et de modifier en conséquence l'article 1^{er} des statuts qui aura la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Real Estate Director Services S.à r.l." (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la Loi), ainsi que par les présent statuts (ci-après les Statuts).»

Deuxième résolution

Les Associés DECIDENT de modifier l'objet social de la Société en modifiant l'Article 3 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3. Objet.** La Société a pour objet social de fournir des conseils en immobilier international, et en courtage; la Société peut intervenir et offrir aux clients d'agir en tant que directeur de sociétés au Luxembourg et à l'étranger; la Société peut agir en tant que conseil et assurera notamment tous services administratifs et de secrétariat à toutes entreprises, organisations et sociétés, de même que tous services de gestion, de surveillance et d'expertise de tous genres

en matière économique et commerciale, à condition que la Société ne participe pas à des opérations ou des transactions qui auraient pour résultat que la Société soit engagée dans une activité pour laquelle un agrément serait nécessaire ou qui serait considérée comme étant une activité réglementée du secteur financier.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission de titres de créances, obligations et créances et autres titres représentatifs de dette. La Société peut accorder des prêts (subordonnés ou non subordonnés) ou d'autres formes de financement à toute société. Elle peut également prêter des fonds à ses filiales et sociétés affiliées.

La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges ou créer toutes sûretés sur toute ou partie de ses avoirs.

D'une manière générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de ses objets sociaux, à condition que la Société ne participe pas à des opérations ou des transactions qui auraient pour résultat que la Société soit engagée dans une activité pour laquelle un agrément serait nécessaire ou qui serait considérée comme étant une activité réglementée du secteur financier.»

Troisième résolution

Les Associés DECIDENT de changer le siège social de 14a, rue des Bains, L-1212 Luxembourg à 12, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxembourg.

Quatrième résolution

Les Associés CONSTATENT que Monsieur Roel Schrijen a démissionné avec effet immédiat de son poste de gérant unique de la société et NOMMENT avec effet immédiat de Monsieur Cliff Langford, Anglais, né le 28 mars 1957 à Londres, demeurant professionnellement à 12, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxembourg, en tant que gérant unique.

Dépenses

Les dépenses, coûts, frais ou charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société suite au présent acte sont estimés à approximativement à mille quatre cents euros (EUR 1.400.-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par la présente qu'à la requête de la partie comparante, cet acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie et en cas de divergence entre les textes anglais et français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire ce présent acte.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 04 juillet 2014. LAC/2014/31312. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Référence de publication: 2014099605/198.

(140118817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Pertento S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 184.818.

Les statuts coordonnés au 26/06/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 08/07/2014.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2014098570/12.

(140116887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Unicorn Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 171.175.

In the year two thousand and fourteen, on the seventh of July,
Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette,

THERE APPEARED:

Unicorn Luxembourg I S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 171.161,

represented by Eamonn McDonald, lawyer, residing in Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy after having been signed “ne varietur” by the proxyholder and the undersigned notary shall stay attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Who declared and requested the notary to state:

1) That “Unicorn Luxembourg I S.à r.l.” is the sole participant of Unicorn Luxembourg II S.à r.l. a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 171.175, incorporated by a deed of the undersigned notary on 24 August 2012 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2428 of 28 September 2012 (the “Company”).

2) That the issued share capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) divided into twelve thousand five hundred (12,500) parts of one Euro (EUR 1) each.

3) After this had been set forth, the above named participant representing the whole issued share capital, has decided to hold an extraordinary general meeting and to take the following resolution:

First resolution

The sole participant decides to insert a new Title IV. into the articles of association of the Company, which shall be worded as follows:

“Title IV. Advisory board

Art. 11. The board of managers, in carrying out its management functions at its sole discretion, may, from time to time, avail of the advice of an advisory board of the Company (hereinafter the “Advisory Board”).

The Advisory Board shall be created and the members thereof appointed, replaced and revoked by the participant(s) of the Company.

The Advisory Board shall be composed of a number of members, either natural persons or legal entities, ranging from three (3) to seven (7). The members of the Advisory Board may be appointed for a limited or an unlimited duration.

The participant(s) of the Company will appoint all of the members of the Advisory Board by simple majority vote.

The board of managers may, at its sole discretion, revert to the Advisory Board, as required from time to time, to advise, inter alia, upon the following:

- a) The strategic direction and focus of the Company and its direct or indirect subsidiaries;
- b) The evaluation of the performance of the Company and its direct or indirect subsidiaries;
- c) The review of the audited financial reports of the Company and its direct or indirect subsidiaries;
- d) The approval of requests from the management of the Company and its direct or indirect subsidiaries of the Company relating to their relevant rules of procedure;
- e) The engagement and dismissal of managers of the direct and indirect subsidiaries of the Company; and
- f) Any other matters in relation to the above and as deemed necessary by the board of managers of the Company from time to time.

The board of managers of the Company shall mandatorily consult the Advisory Board before undertaking the following actions unless such actions have already been approved by the participant(s) of the Company:

- a) The operating and capital expenditures of the Company (the “Budget”);
- b) Any disposals over any material intellectual property of the Company;
- c) The conclusion by the Company of any kind of agreements or contractual arrangements provided they have individually a value in excess of one hundred thousand Euro (EUR 100,000) or collectively a value in excess of two hundred thousand Euro (EUR 200,000) per annum, unless such arrangements have already been approved in the Budget;
- d) The acquisition by the Company of all or substantially all of the properties, assets or stock of any other company or entity;

- e) The incurrence of indebtedness by the Company in excess of the aggregate amount of two hundred and fifty thousand Euro (EUR 250,000), unless such arrangements have already been approved in the Budget;
- f) Changes to the key management and material alterations of the employment agreements of the key management, unless such changes have already been approved in the Budget;
- g) The commencement or settlement by the Company of material litigation;
- h) The issuance of any stock options and other incentive schemes to management and strategic partners including the amounts, pricing and vesting of options; and/or
- i) The entering by the Company into transactions with related parties, unless such transactions have already been approved in the Budget.

Any and all advice provided by the Advisory Board to the board of managers from time to time, be it either in oral or written format, be it at the request of the board of managers or not, will not be binding on the board of managers, which will remain free to follow this advice or not at the sole discretion of the board of managers.

The members of the Advisory Board shall appoint a chairman of the Advisory Board and may appoint a deputy chairman.

The members of the Advisory Board shall establish rules of procedures for the Advisory Board setting forth the rules governing the conduct of its meeting and the decision making process (the "Rules of Procedure").

The members of the Advisory Board shall also appoint one or several observers (the "Observers") for a limited or an unlimited duration. The Observers shall be entitled to attend to any meeting of the Advisory Board and to receive the same documentation provided to the members of the Advisory Board in this respect. The Observers shall not be entitled to any voting right.

Subject to the Rules of Procedure any decisions to be made by the Advisory Board shall be made at the simple majority of the voting rights of its members, each member being entitled to one (1) voting right. Such decisions do not need to be approved by the board of managers or by the participants(s) of the Company.

The Advisory Board shall be convened by its chairman on a regular basis (at least four (4) times per year) in accordance with the Rules of Procedure. The management of the direct or indirect subsidiaries of the Company may also request the chairman of the Advisory Board from convening a meeting of the Advisory Board in accordance with this article 11 and the Rules of Procedure.

Should any of the members of the Advisory Board cease in his/her office, for any reason whatsoever, this member shall be replaced by a member designated in compliance with this article 11.

The members of the Advisory Board shall perform their duties as indicated herein and shall be entitled to receive remuneration for their activity as resolved upon by the board of managers."

In addition to its advisory functions to the board of managers of the Company, the direct or indirect subsidiaries of the Company shall request the prior approval of the Advisory Board in relation to the following actions to be undertaken by such direct or indirect subsidiaries of the Company unless such actions have already been approved by the shareholders of such direct or indirect subsidiaries:

- a) The operating and capital expenditures of such direct or indirect subsidiaries of the Company (the "Subsidiary Budget");
- b) Any disposals over any material intellectual property of such direct or indirect subsidiaries of the Company;
- c) The conclusion by such direct or indirect subsidiaries of the Company of any kind of agreements or contractual arrangements provided they have individually a value in excess of one hundred thousand Euro (EUR 100,000) or collectively a value in excess of two hundred thousand Euro (EUR 200,000) per annum, unless such arrangements have already been approved in the Subsidiary Budget;
- d) The acquisition by such direct or indirect subsidiaries of the Company of all or substantially all of the properties, assets or stock of any other company or entity;
- e) The incurrence of indebtedness by such direct or indirect subsidiaries of the Company in excess of the aggregate amount of two hundred and fifty thousand Euro (EUR 250,000), unless such arrangements have already been approved in the Subsidiary Budget;
- f) Changes to the key management and material alterations of the employment agreements of the key management, unless such changes have already been approved in the Subsidiary Budget;
- g) The commencement or settlement by such direct or indirect subsidiaries of the Company of material litigation;
- h) The issuance of any stock options and other incentive schemes to management and strategic partners including the amounts, pricing and vesting of options; and/or
- i) The entering by such direct or indirect subsidiaries of the Company into transactions with related parties, unless such transactions have already been approved in the Subsidiary Budget.

Second resolution

In order to reflect the foregoing resolution, the sole participant decides to amend the numbering of the current titles IV. through VII. of the articles of association following the insertion of the new title IV. so that they shall now become

titles V. through VIII. and to amend the numbering of the current articles 11 through 15 of the articles of association following the insertion of the new article 11 so they shall now become articles 12 through 16.

Declaration

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, known to the notary, by his name, surname, civil status and residence, the said proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

L'an deux mille quatorze, le sept juillet,

Par devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A COMPARU:

Unicorn Luxembourg I S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171.161,

représentée par Eamonn McDonald, juriste demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Qui a déclaré et demandé au notaire d'acter:

1) Que «Unicorn Luxembourg I S.à r.l.» est l'associé unique d'Unicorn Luxembourg II S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171.175, constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 24 août 2012 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2428 du 28 septembre 2012 (la «Société»).

2) Que le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cent euros (12.500 EUR) réparti en douze mille cinq cent (12.500) parts d'un Euro (1 EUR) chacune.

3) Après ces déclarations, l'associé prénommé représentant l'intégralité du capital social émis de la Société a décidé de tenir une assemblée générale extraordinaire et de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'insérer un nouveau Titre IV. dans les statuts de la Société, qui est libellé comme suit:

«Titre IV. Conseil consultatif

Art. 11. Le conseil de gérance, en exerçant ses fonctions de gestion à sa seule discrétion, pourra bénéficier, de temps à autre, de l'avis d'un conseil consultatif de la Société (ci-après le "Conseil Consultatif").

Le Conseil Consultatif sera créé et ses membres nommés, remplacés et révoqués par le(s) associé(s) de la Société.

Le Conseil Consultatif est composé d'un certain nombre de membres, soit des personnes physiques ou morales, allant de trois (3) à sept (7). Les membres du Conseil Consultatif pourront être nommés pour une durée limitée ou illimitée.

Le(s) associé(s) de la Société pourra (pourront) nommer tous les membres du Conseil de Gérance par vote à la majorité simple.

Le conseil de gérance pourra, à sa seule discrétion, consulter le Comité Consultatif selon que de besoin afin de le conseiller notamment sur les points suivants:

- a) L'orientation stratégique et la direction de la Société et de ses filiales directes ou indirectes;
- b) L'évaluation de la performance de la Société et de ses filiales directes ou indirectes;
- c) La revue des rapports financiers audités de la Société et de ses filiales directes ou indirectes;
- d) L'approbation des demandes de la direction de la Société et des filiales directes ou indirectes de la Société relatives à leurs dispositions correspondantes du règlement intérieur;
- e) L'engagement et le licenciement des gérants des filiales directes et indirectes de la Société; et
- f) Toute autre question en rapport avec ce qui précède et dans la mesure jugée nécessaire par le conseil de gérance de la Société de temps à autre.

Le conseil de gérance de la société devra obligatoirement consulter le Conseil Consultatif avant de prendre les mesures suivantes, à moins que de telles mesures aient déjà été approuvées par le(s) associé(s) de la Société:

- a) Les dépenses de fonctionnement et de capitalisation de la Société (le «Budget»);

- b) Toute cession de tout droit de propriété intellectuelle substantiel de la Société;
- c) La conclusion par la Société de tous types d'accords ou arrangements contractuels à condition qu'ils aient individuellement une valeur supérieure à cent mille euros (100.000 EUR) ou une valeur collective supérieure à deux cent mille euros (200.000 EUR) par année, à moins que de tels accords aient déjà été approuvés dans le Budget;
- d) L'acquisition par la Société de la totalité ou la quasi-totalité des biens, éléments d'actifs ou actions de toute autre société ou entité;
- e) La création de dettes par la Société d'une valeur supérieure au montant global de deux cent cinquante mille euros (250.000 EUR), à moins que de tels arrangements aient déjà été approuvés dans le Budget;
- f) Les modifications apportées aux membres clés de la direction et les altérations substantielles des contrats d'emploi des membres clés de la direction, à moins que de telles modifications aient déjà été approuvées dans le Budget;
- g) Le commencement ou le règlement par la Société d'un litige significatif;
- h) L'émission de toutes options d'achat d'actions et autres mesures incitatives à la direction et aux partenaires stratégiques, incluant les montants, valeurs et acquisitions d'options; et/ou
- i) La conclusion par la Société d'opérations avec des parties liées, à moins que de telles opérations aient déjà été approuvées dans le Budget.

Tout conseil fourni par le Conseil Consultatif au conseil de gérance de temps à autre, que ce soit oralement ou par écrit, que ce soit à la demande du conseil de gérance ou non, ne sera pas contraignant pour le conseil de gérance, qui restera libre de suivre cet avis ou non, à la seule discrétion du conseil de gérance.

Les membres du Conseil Consultatif vont nommer un président du Conseil Consultatif et peuvent nommer un vice-président.

Les membres du Conseil Consultatif vont établir un règlement intérieur pour le Conseil Consultatif visant à déterminer les règles gouvernant la conduite de ses assemblées ainsi que le processus de prise de décision (le «Règlement Intérieur»).

Les membres du Conseil Consultatif nommeront également un ou plusieurs observateurs (les «Observateurs») pour une durée limitée ou illimitée. Les Observateurs seront habilités à participer à toutes les réunions du Conseil Consultatif et à recevoir les mêmes documents que ceux qu'auront reçus les membres du Conseil Consultatif en cette qualité. Les Observateurs ne disposeront d'aucun droit de vote.

Sous réserve du Règlement Intérieur, toutes les décisions qui devront être prises par le Conseil Consultatif seront prises à la majorité simple des votes de ses membres, chaque membre ayant droit à une (1) voix. Ces décisions n'ont pas besoin d'être approuvées par le conseil de gérance ou par le(s) associé(s) de la Société.

Le Conseil Consultatif sera convoqué de manière régulière (au moins quatre (4) fois par an) par son président, conformément au Règlement Intérieur. La direction des filiales directes ou indirectes de la Société peut également demander au président du Conseil Consultatif de convoquer une réunion du Conseil Consultatif conformément au présent article 11 et au Règlement Intérieur.

Si l'un des membres du Comité Consultatif devait cesser son office pour quelque raison que ce soit, ce membre devra être remplacé par un membre désigné en conformité avec le présent article 11.

Les membres du Comité Consultatif exercent leurs devoirs comme indiqué ci-dessus et sont en droit de recevoir une rémunération pour leurs activités, comme décidé par le conseil de gérance.»

En plus de ces fonctions consultatives auprès du conseil de gérance de la Société, les filiales directes ou indirectes de la société devront demander l'approbation préalable du Conseil Consultatif en ce qui concerne les actions suivantes à entreprendre par ces filiales directes ou indirectes de la Société à moins que ces actions aient déjà été approuvées par les actionnaires de ces filiales directes ou indirectes:

- a) Les dépenses de fonctionnement et de capitalisation des filiales directes ou indirectes de la Société (le «Budget de la Filiale»);
- b) Toute cession de tout droit de propriété intellectuelle substantiel de ces filiales directes ou indirectes de la Société;
- c) La conclusion par ces filiales directes ou indirectes de la Société de tous types d'accords ou arrangements contractuels à condition qu'ils aient individuellement une valeur supérieure à cent mille euros (100.000 EUR) ou une valeur collective supérieure à deux cent mille euros (200.000 EUR) par année, à moins que de ces accords aient déjà été approuvés dans le Budget de la Filiale;
- d) L'acquisition par ces filiales directes ou indirectes de la Société de la totalité ou la quasi-totalité des biens, éléments d'actifs ou actions de toute autre société ou entité;
- e) La création par ces filiales directes ou indirectes de la Société de dettes supérieures au montant global de deux cent cinquante mille euros (250.000 EUR), à moins que de tels arrangements aient déjà été approuvés dans le Budget de la Filiale;
- f) Les modifications apportées aux membres clés de la direction et les altérations substantielles des contrats d'emploi des membres clés de la direction, à moins que de telles modifications aient été approuvées dans le Budget de la Filiale;
- g) Le commencement ou le règlement par ces filiales directes ou indirectes de la Société d'un litige significatif;
- h) L'émission de toutes options d'achat d'actions et autres mesures incitatives à la direction et aux partenaires stratégiques, incluant les montants, valeurs et acquisitions d'options; et/ou

i) La conclusion par ces filiales directes ou indirectes de la Société d'opérations avec des parties liées, à moins que de telles opérations aient déjà été approuvées dans le Budget de la Filiale.

Deuxième résolution

Afin de refléter la première résolution, l'associé unique décide de modifier la numérotation actuelle des titres IV. à VII. des statuts conformément à l'insertion du nouveau titre IV. de sorte qu'ils deviennent à présent les titres V. à VIII. et de modifier la numérotation actuelle des articles 11 à 15 des statuts conformément à l'insertion du nouvel article 11 de sorte qu'ils deviennent à présent les articles 12 à 16.

Déclaration

Rien d'autre étant à l'ordre du jour, l'assemblée est close.

Le notaire instrumentaire qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT acte, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Lecture de l'acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom, état civil et demeure, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: McDonald, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 juillet 2014. Relation: EAC/2014/9557. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014101713/244.

(140120438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Anphiko Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8325 Capellen, 98, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 139.179.

Extrait des résolutions prises le 14 mai 2014 par l'associé unique:

- L'assemblée nomme Monsieur Gérald Origer, résidant professionnellement au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, au poste d'administrateur et Président du conseil d'administration pour une période de six ans prenant fin à la date de l'assemblée générale ordinaire qui sera tenue en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014098948/12.

(140118667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Ace Hydro Norway, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.470.

STATUTEN

Im Jahr zweitausendvierzehn, am fünfundzwanzigsten Juni,

Vor dem unterzeichneten Notar Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

ist erschienen:

Aquila Capital Holding GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und wirksam bestehend nach deutschem Recht, mit Gesellschaftssitz in Valentinskamp 70, 20355 Hamburg, Deutschland und im Handelsregister des Amtsgerichts Hamburg eingetragen unter der Nummer HRB 115145,

hier vertreten durch Andrea München, geb. am 23. August 1979, mit Geschäftsanschrift in Westhafenplatz 1, 60323 Frankfurt am Main, aufgrund einer privatschriftlichen, am 25. Juni 2014 erteilten Vollmacht.

Die vorbezeichnete Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichneten Notar „ne varietur“errichtet wurde, bleibt der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr eingetragen zu werden.

Die erschienene Partei, vertreten wie vorstehend erklärt, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die nachfolgende Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die hiermit errichtet wird, zu beurkunden:

Kapitel 1. Form, Name, Gesellschaftssitz, Gesellschaftszwecke, Dauer

Art. 1. Form, Gesellschaftsname. Hiermit wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, (société à responsabilité limitée) unter dem Namen "ACE Hydro Norway" (nachfolgend die "Gesellschaft") errichtet, die den für eine solche Gesellschaftsform geltenden Gesetzen und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Form (nachfolgend das "Gesetz") sowie dieser Satzung (nachfolgend die "Satzung") unterliegt.

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Sitz der Gesellschaft wird in der Gemeinde Niederanven errichtet. Der Geschäftsführer oder, falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, der Verwaltungsrat ist ermächtigt, den Sitz der Gesellschaft an eine andere Adresse innerhalb der Gemeinde Niederanven zu verlegen.

Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Mehrheit an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Sollte aus militärischen, politischen, wirtschaftlichen oder sozialen Gründen eine Situation eintreten oder für unmitelbar bevorstehend erachtet werden, die den üblichen Geschäftsgang der Gesellschaft an ihrem Sitz verhindern würde, kann der Sitz der Gesellschaft solange vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis sich die Situation normalisiert hat; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Die Entscheidung über die vorübergehende Verlegung des Sitzes ins Ausland wird vom Geschäftsführer, oder, falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, vom Verwaltungsrat getroffen.

Die Gesellschaft kann Niederlassungen und Zweigstellen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Art. 3 Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das direkte oder indirekte Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften im Bereich der Hydro-Energie sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Dauer errichtet.

Kapitel II. - Stammkapital, Geschäftsanteile

Art. 5. Stammkapital. Das Stammkapital wird auf zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500,00) festgesetzt und besteht aus zwölftausend fünfhundert (12.500) Geschäftsanteilen mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,00).

Zusätzlich zum Stammkapital kann ein Premium-Konto eingerichtet werden, auf welches jede hinsichtlich eines Geschäftsanteils zusätzlich zu seinem Wert geleistete Zahlung übertragen wird. Der auf dem Premium-Konto befindliche Betrag kann verwendet werden zur Zahlung von Geschäftsanteilen, die die Gesellschaft von ihren Gesellschaftern zurückkauft, zur Verrechnung gegen realisierte Nettoverluste, zur Zahlung von Ausschüttungen an die Gesellschafter in Dividendenform oder zur Zuführung von Geldern in die gesetzliche Rücklage.

Art. 6. Änderungen des Stammkapitals. Das Stammkapital kann jederzeit durch Entscheidung des Alleingeschafters (falls es nur einen Gesellschafter gibt) oder durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung in der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Art und Weise erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 7. Rechte der Gesellschafter auf Ausschüttungen. Jeder Geschäftsanteil gewährt seinen Inhaber im Verhältnis des Geschäftsanteils zur Anzahl aller ausgegebenen Geschäftsanteile, Beteiligung am Vermögen und Gewinn der Gesellschaft.

Art. 8. Unteilbarkeit der Geschäftsanteile. Gegenüber der Gesellschaft sind die Geschäftsanteile der Gesellschaft unteilbar, so dass pro Geschäftsanteil nur ein Eigentümer zugelassen ist. Miteigentümer müssen eine Person als ihren Vertreter gegenüber der Gesellschaft bevollmächtigen.

Art. 9. Übertragung von Geschäftsanteilen. Existiert nur ein einziger Gesellschafter, so sind die seitens dieses Alleingeschafters gehaltenen Geschäftsanteile frei übertragbar.

Existieren zwei (2) oder mehrere Gesellschafter, sind die Geschäftsanteile der Gesellschaft nur unter Gesellschaftern frei übertragbar. An Nichtgesellschafter können sie unter Lebenden nur übertragen werden, wenn die anderen Gesellschafter einer solche Übertragung mit einer Mehrheit von drei Vierteln (3/4) des Gesellschaftskapitals im Rahmen einer Gesellschafterversammlung zustimmen.

Im Todesfall können die Geschäftsanteile eines verstorbenen Gesellschafters nur mit der in einer Gesellschafterversammlung mit einer Mehrheit von drei Vierteln (3/4) des Gesellschaftskapitals erteilten Zustimmung auf einen neuen Gesellschafter übertragen werden. Ein solcher Gesellschafterbeschluss ist nicht erforderlich, wenn die Geschäftsanteile auf Eltern, Abkömmlinge oder den überlebenden Ehepartner übertragen werden.

Die Übertragung von Geschäftsanteilen ist gegenüber der Gesellschaft oder Dritten nur wirksam, nachdem sie der Gesellschaft gemäß Artikel 1690 des Zivilgesetzbuchs (code civil) angezeigt wurde oder ihre Zustimmung erhalten hat.

Art. 10. Rükckerwerb von Geschäftsanteilen. Die Gesellschaft ist im Rahmen der Regelungen des Gesetzes befugt, eigene Geschäftsanteile zurück zu erwerben.

Kapitel III. - Geschäftsführung

Art. 11. Geschäftsführung. Die Geschäfte der Gesellschaft werden, außer wenn es nur einen Alleingesellschafter gibt, von mindestens zwei (2) Geschäftsführern geführt, die einen Verwaltungsrat bilden.

Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein. Wenn nur ein Geschäftsführer bestellt wurde, hat dieser Einzelgeschäftsführer sämtliche Befugnisse des Verwaltungsrats.

Die Vergütung der Geschäftsführer wird durch Beschluss der Gesellschafterversammlung mit einfacherer Mehrheit der abgegebenen Stimmen oder (gegebenenfalls) durch den Alleingesellschafter festgesetzt.

Die Vergütung der Geschäftsführer kann durch Beschluss mit den gleichen Mehrheitsvoraussetzungen abgeändert werden.

Die Gesellschafterversammlung oder (gegebenenfalls) der Alleingesellschafter kann den/die Geschäftsführer jederzeit und mit sofortiger Wirkung abberufen und ersetzen.

Werden zwei (2) oder mehrere Geschäftsführer bestellt, treffen sie ihre Entscheidungen im Rahmen von Verwaltungsratssitzungen.

Der Verwaltungsrat wählt aus der Mitte seiner Mitglieder einen Vorsitzenden, der im Falle von Stimmgleichheit bei seiner Wahl kein Stimmrecht hat. Der Vorsitzende leitet alle Sitzungen des Verwaltungsrats. In Abwesenheit des Vorsitzenden bestimmen die anderen Geschäftsführer einen Vorsitzenden pro tempore, der die entsprechende Sitzung leitet, mit einfacher Stimmenmehrheit der bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer. Der Verwaltungsrat kann einen Schriftführer, der kein Geschäftsführer sein muss, für die Anfertigung der Protokolle der Verwaltungsratssitzungen oder andere vom Verwaltungsrat näher bezeichnete Aufgaben ernennen.

Der Verwaltungsrat trifft sich auf Einladung des Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern an dem in der Sitzungseinladung angegebenen Ort.

Einladungen zu Verwaltungsratssitzungen sind den Geschäftsführern mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Sitzung zu übermitteln, es sei denn, es besteht ein Notfall oder besondere Dringlichkeit, welche im Sitzungsprotokoll festzustellen sind.

Jede Einladung gibt Datum, Uhrzeit und Ort sowie den Gegenstand der Sitzung an. Einladungen können durch jeden Geschäftsführer mündlich, schriftlich, per Fax, Telegramm, Email, Telex oder jedes andere angemessene Kommunikationsmittel erfolgen.

Vor einer Einladung kann durch Zustimmung aller Geschäftsführer in schriftlicher Form oder per Fax, Email, Telex oder jedes andere angemessene Kommunikationsmittel abgesehen werden.

Die Sitzung kann ohne vorherige Einladung abgehalten werden, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind.

Eine separate Einladung ist nicht erforderlich für Sitzungen, deren Datum, Uhrzeit und Ort in einem vorherigen vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss bestimmt wurden.

Jeder Geschäftsführer kann sich bei Verwaltungsratssitzungen von einem anderen Geschäftsführer vertreten lassen, wenn er diesen schriftlich oder per Fax, Telegramm, Email, Telex oder ein anderes angemessenes Kommunikationsmittel bevollmächtigt hat.

Ein Geschäftsführer kann mehrere Geschäftsführer vertreten.

Die Geschäftsführer können an Verwaltungsratssitzungen per Telefon, Videokonferenz oder durch ein anderes angemessenes Kommunikationsmittel, das es allen an der Sitzung teilnehmenden Personen erlaubt, sich zur gleichen Zeit zu hören, teilnehmen. Eine Verwaltungsratssitzung, die über derartige Kommunikationsmittel abgehalten wurde, gilt als in Luxemburg abgehalten.

Der Verwaltungsrat ist nur beschluss- und handlungsfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Teilnahme an Sitzungen über eines der vorgenannten Kommunikationsmittel steht einer persönlichen Teilnahme an der Sitzung gleich.

Stimmabgaben können auch per Fax, Telegramm, Email, Telex oder jedes andere angemessene Kommunikationsmittel erfolgen, vorausgesetzt, dass im letzten Fall die Stimmabgabe schriftlich oder per Fax, Telegramm, Email oder Telex bestätigt wird.

Entscheidungen des Verwaltungsrats werden mit einer Mehrheit der an der Sitzung teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer getroffen.

Die Beratungen des Verwaltungsrats werden in einem Protokoll festgehalten, das vom Vorsitzenden oder von zwei (2) Geschäftsführern gemeinsam unterzeichnet wird. Jede Abschrift oder Auszug des Protokoll ist vom Vorsitzenden oder von zwei (2) Geschäftsführern gemeinsam zu unterzeichnen.

Schriftliche Beschlüsse, denen alle Geschäftsführer zugestimmt haben und die diesen unterzeichnet sind, stehen auf einer Verwaltungsratsitzung gefassten Beschlüssen gleich.

In diesen Fällen, können schriftliche Beschlüsse entweder in einem einzelnen Dokument oder in mehreren Dokumenten gleichen Inhalts dokumentiert werden.

Schriftliche Beschlüsse können durch normale Post, Fax, Telegramm, Email, Telex oder jedes andere angemessenen Telekommunikationsmittel übermittelt werden.

Art. 12. Befugnisse der Geschäftsführer. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Gesellschafterversammlung oder (gegebenenfalls) dem Alleingesellschafter vorbehalten sind, stehen dem Verwaltungsrat oder (gegebenenfalls) dem Einzelgeschäftsführer bei einem Alleingesellschafter zu.

Gegenüber Dritten hat der Einzelgeschäftsführer oder bei mehreren Geschäftsführern der Verwaltungsrat die Befugnis, in jeglicher Hinsicht im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Zweck der Gesellschaft in Einklang stehen, vorausgesetzt, dass die Vorschriften dieser Satzung eingehalten werden.

Art. 13. Vertretung der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift ihres Einzelgeschäftsführers und, wenn es mehr als einen Geschäftsführer gibt, durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Geschäftsführer verpflichtet.

Art. 14. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat oder der Einzelgeschäftsführer kann eine Person, einen Gesellschafter oder einen Nichtgesellschafter, als ständigen Vertreter der Gesellschaft bei Unternehmen ernennen, in denen die Gesellschaft Mitglied des Geschäftsführungsorgan ist. Dieser ständige Vertreter soll mit dem notwendigen Ermessen ausgestattet handeln, jedoch im Namen und für die Gesellschaft und die Gesellschaft in ihrer Eigenschaft als Mitglied des Geschäftsführungsorgans eines solchen Unternehmens binden.

Art. 15. Unterbevollmächtigung und Stellvertretung eines Geschäftsführers. Der Verwaltungsrat oder (gegebenenfalls) der Einzelgeschäftsführer können einzelfallbezogen für bestimmte, eingegrenzte Angelegenheiten Untervollmachten an einen oder mehrere Stellvertreter erteilen, die keine Gesellschafter oder Geschäftsführer der Gesellschaft sein müssen.

Der Verwaltungsrat oder (gegebenenfalls) der Einzelgeschäftsführer wird die Befugnisse, Pflichten und (gegebenenfalls) Vergütung seiner Stellvertreter, die Dauer der Stellvertretung sowie ihre anderen relevanten Voraussetzungen festlegen.

Art. 16. Haftung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind aufgrund ihres Amtes nicht persönlich haftbar für Verpflichtungen, die sie im Namen der Gesellschaft wirksam eingegangen sind, vorausgesetzt dass solche Verbindlichkeiten in Einklang mit den Bestimmungen dieser Satzung sowie den gesetzlichen Vorschriften stehen.

Kapitel IV. Gesellschafterversammlungen

Art. 17. Befugnisse der Gesellschafterversammlungen. Der Alleingesellschafter verfügt über alle Befugnisse, die der Gesellschafterversammlung zustehen.

Falls es zwei (2) oder mehrere Gesellschafter gibt, kann jeder Gesellschafter unabhängig von der Anzahl der Geschäftsanteile, die er hält, an Gemeinschaftsentscheidungen teilnehmen. Jeder Gesellschafter verfügt über der Anzahl seiner Geschäftsanteile entsprechende Stimmrechte.

Ein Gesellschafter kann eine anderen Person, die kein Gesellschafter sein muss, bevollmächtigen ihn bei Gesellschafterversammlungen zu vertreten, vorausgesetzt, dass die Vollmacht schriftlich erteilt wird, wobei sie per Fax, Email, Telegramm, Telex oder jedem anderen angemessenen schriftlichen Kommunikationsmittel übermittelt werden kann.

Gesellschafterbeschlüsse sind wirksam getroffen, wenn sie von Gesellschaftern, die zusammen mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten, angenommen werden. Beschlüsse zur Änderung der Satzung oder zur Auflösung und Liquidation der Gesellschaft bedürfen, vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes, einer Mehrheit der Gesellschafter, die gemeinsam mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals halten.

Gesellschafterbeschlüsse können unter der Voraussetzung, dass die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, anstatt auf einer Gesellschafterversammlung, schriftlich durch alle Gesellschafter gefasst werden. In einem solchen Fall wird jedem Gesellschafter ein schriftlicher Entwurf der Beschlüsse übersandt, die dieser dann unterzeichnet. In dieser Form gefasste schriftliche Beschlüsse in einem oder mehreren Dokumenten haben dieselbe Wirksamkeit wie auf einer Gesellschafterversammlung gefasste Beschlüsse.

Jede Bezugnahme in dieser Satzung auf Beschlüsse der Gesellschafterversammlung beinhaltet die Möglichkeit der schriftlichen Beschlussfassung, sofern die Gesamtzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt.

Kapital V. Geschäftsjahr - Bilanz

Art. 18. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Nach dem Ende eines jeden Geschäftsjahres wird der Jahresabschluss der Gesellschaft vorbereitet und der Geschäftsführer oder bei zwei (2) oder mehreren Geschäftsführern der Verwaltungsrat nimmt eine Inventarisierung vor, welche die Angabe der Werte des Vermögens und der Höhe der Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die Bilanzerstellung und die Erstellung der Gewinn- und Verlustrechnung umfasst.

Jeder Gesellschafter kann die Bücher und Aufzeichnungen der Gesellschaft, die vorgenannte Inventarisierung, insbesondere die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung, am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 19. Gewinnverwendung und -Verteilung. Der Nettogewinn der Gesellschaft ergibt sich aus dem im Jahresabschluss festgestellte Bruttogewinn abzüglich der allgemeinen Kosten, Abschreibungen und Aufwendungen. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt, bis die Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der Restbetrag des Nettogewinns kann frei an die Gesellschafter im Verhältnis ihrer Beteiligung an der Gesellschaft ausgeschüttet verteilt werden.

Ungeachtet der vorstehenden Regelung kann der Einzelgeschäftsführer oder gegebenenfalls der Verwaltungsrat auf der Basis einer vom Verwaltungsrat oder gegebenenfalls dem Einzelgeschäftsführer vorbereiteten Rechnungslegung, aus der hervorgeht, dass genügend Mittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, entscheiden, vor Ende des laufenden Geschäftsjahrs Zwischendividenden zu zahlen, wobei Voraussetzung ist, dass der zu verteilende Betrag die seit dem Ende des letzten Geschäftsjahrs erzielten Gewinne, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Reserven, und verringert um die vorgetragenen Verluste und Beträge, die der Rücklage im Einklang mit dem Gesetz oder der Satzung zuzuführen sind, nicht übersteigen darf.

Kapitel VI. Auflösung - Liquidation

Art. 20. Auflösungsgründe. Die Gesellschaft wird bei Tod, Geschäftsunfähigkeit oder Konkurs eines Gesellschafters oder einem vergleichbaren Ereignis nicht aufgelöst. Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Gesellschafterversammlung mit der für Satzungsänderungen erforderlichen Mehrheit aufgelöst werden.

Falls die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, kann der Alleingesellschafter entscheiden, die Gesellschaft aufzulösen und zu liquidieren, wenn alle Vermögenswerte der Gesellschaft, bekannt oder unbekannt, auf diesen Alleingesellschafter übertragen werden.

Art. 21. Liquidation. Nach Auflösung der Gesellschaft, wird ihre Liquidation durch einen oder mehrere von den Gesellschaftern bestellte Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt; ihre Befugnisse und Vergütung werden durch die Gesellschafter festgelegt.

Kapitel VII. - Anwendbares Recht

Art. 22. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese. Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des Gesetzes.

Übergangsregelungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Errichtung dieser Urkunde und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung - Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteile, die das gesamte Gesellschaftskapital ausmachen wurden von Aquila Capital Holding GmbH vollständig gezeichnet und in bar eingezahlt.

Der Betrag von zwölftausendfünfhundert EUR (EUR 12.500,00) steht der Gesellschaft zum jetzigen Zeitpunkt frei zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Beschluss des alleinigen Gesellschafters

Unmittelbar nach der Errichtung der Gesellschaft, hat der alleinige Gesellschafter, der das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital hält und die an die Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse ausübt, folgende Beschlüsse gefasst:

(1) Die nachfolgenden Personen werden für unbestimmte Dauer als Geschäftsführer bestellt:

- Silvia Wagner, mit Geschäftsadresse in Airport Center Luxembourg, 5, Heienhaff, 1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg,

- Manuel Scheer, mit Geschäftsadresse in Airport Center Luxembourg, 5, Heienhaff, 1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg,

- Jan-Erik Schulien, mit Geschäftsadresse in Valentinskamp 70, 20355 Hamburg, Deutschland.

(2) Die Gesellschaft hat ihren Gesellschaftssitz in Airport Center Luxembourg, 5, Heienhaff, 1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg haben.

Kostenschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung getragen oder in Rechnung gestellt werden, werden auf ungefähr eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400.-) geschätzt.

WORÜBER Urkunde aufgenommen am zu Beginn der Urkunde genannten Tag

Nach Vorlesung der vorliegenden Urkunde gegenüber der erschienenen Person, wie vorerwähnt handelnd, dem Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat die Bevollmächtigte die vorliegende Urkunde mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: A. München et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 03 juillet 2014. LAC/2014/30945. Reçu soixantequinze euros EUR 75,-

Le Receveur ff. (signée): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014099616/253.

(140119362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Digital Services Holding XXI s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.604.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the first of July.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Rocket Internet GmbH, a limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) existing under the laws of Germany, registered with the commercial register at the local court of Charlottenburg, Germany, under no. HRB 109262 B, having its registered address at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany,

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin, Germany on 15 May 2014.

Said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Digital Services Holding XXI S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending

on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

14.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event where the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

17.7. The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18 Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such minutes shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such copies or excerpts shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), the Company will only be validly bound by the joint signatures of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2014.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Rocket Internet GmbH, aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.00).

The shares so subscribed are fully paid-up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has thereupon passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following person is appointed as class A manager of the Company for an unlimited term:

- Mr Christian Senitz, born in Aschersleben, Germany, on 27 January 1978, professionally residing at Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

The following person is appointed as class B manager of the Company for an unlimited term:

- Mr Ulrich Binninger, born in Trier, Germany, on 30 August 1966, professionally residing at 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am ersten Juli.

Vor uns, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Rocket Internet GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, unter der Nummer HRB 109262 B, mit Sitz in Johannisstrasse 20, 10117 Berlin Deutschland,

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 15. Mai 2014, ausgestellt in Berlin, Deutschland.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen möchte:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Digital Services Holding XXI S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheine bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderem gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingeschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingeschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingeschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufungsbekanntmachung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufungsbekanntmachung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Anteilseigner ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Rat der Geschäftsführer.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

13.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, ernannt oder abberufen werden.

14.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß im Protokoll der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

16.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer

schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie eines solchen unterzeichneten Dokuments ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsbedingungen abedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zugestimmt und diese unterzeichnen.

Art. 17. Durchführung von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

17.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise selbst ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer ein anderes Mitglied des Rates der Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er ein anderen Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

17.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung jedoch unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

17.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore und dem Schriftführer (falls vorhanden) oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Protokolle durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Kopien oder Auszüge durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift zwei (2) beliebiger Geschäftsführer wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren

Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsamen Unterschriften oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen dieser Satzung wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert (12 500) ausgegebenen Anteile wurden durch Rocket Internet GmbH, vorbenannt, zum Preis von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) gezeichnet.

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage von in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf EUR 1.500,- geschätzt.

Beschlüsse des Alleingeschafters

Der Gründungsgesellschafter, welcher das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und welcher auf eine formelle Einberufungsbekanntmachung verzichtet, hat daraufhin folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Kategorie A der Gesellschaft ernannt:

- Herr Christian Senitz, geboren am 27. Januar 1978 in Aschersleben, Deutschland, geschäftsansässig in Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Kategorie B der Gesellschaft ernannt:

- Herr Ulrich Binninger, geboren am 30. August 1966 in Trier, Deutschland, geschäftsansässig in 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, Luxemburg.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg am eingangs erwähnten Datum.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass diese Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei verlesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: A. VAN DER WIELEN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 juillet 2014. Relation: LAC/2014/32062. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 15. Juli 2014.

Référence de publication: 2014103018/570.

(140122308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Tibbey Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 109.120.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014096585/9.

(140114759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Episol - Sanem S.C., Société Coopérative.

Siège social: L-4477 Belvaux, 60, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 187.816.

Cette version corrigée remplace la 1^{ère} version déposée le 18/06/2014 sous le No L140100910

STATUTS**Art. 1^{er}. Dénomination, siège et durée.**

1.1. Il est constitué une société sous forme de société coopérative ayant la dénomination «EpiSol - Sanem» S.C. (Epicerie Solidaire et sociale / Soleuvre - Commune de Sanem).

1.2. Son siège est établi dans la Commune de Sanem.

Le siège pourra être transféré à l'intérieur du territoire de la Commune de Sanem par simple décision du Conseil d'administration et dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'Assemblée générale statuant en matière de modification des statuts.

1.3 EpiSol est constituée pour une durée illimitée.

Art. 2. Objet.

2.1 EpiSol a pour objet principal la mise en place et l'opération d'une épicerie solidaire dans la Commune de Sanem, notamment à Soleuvre.

Cet objet s'inscrit dans une optique de soutien et de promotion d'une économie sociale et solidaire qui se base essentiellement sur la mise en place de partenariats avec des organismes actifs dans la promotion d'activités sociales, écologiques et économiques - tout en favorisant une approche communautaire et participative.

2.2 EpiSol se réserve le droit d'administrer et de gérer y compris de louer tous biens meubles et immeubles nécessaires à ses fins. EpiSol pourra également organiser des activités culturelles à destination et/ou au profit de son public-cible.

2.3 EpiSol poursuit son objet dans une stricte indépendance politique, idéologique et religieuse mais n'excluant aucun partenariat tant avec les pouvoirs publics qu'avec des organismes privés du secteur de l'économie sociale et solidaire comme du secteur économique non protégé.

Art. 3. Le capital social.

3.1 La société coopérative se compose d'associés, les «membres coopérateurs». Elle doit être composée de sept (7) membres coopérateurs au moins. La liste des membres coopérateurs au moment de la constitution de l'EpiSol est annexée aux présents statuts et en fait partie intégrante.

3.2 Le capital social est formé par la somme des titres représentant les subdivisions du capital social, les «parts sociales», souscrites et libérées par les membres coopérateurs.

3.3 La valeur nominale d'une part sociale est fixée à 15 euros.

Le capital social est variable et illimité. Son minimum est fixé à 3000 euros.

3.4 Le capital social initial est constitué de 200 parts sociales entièrement libérées au prix de 15 euros par part sociale. Il ne pourra être émis aucun titre ou action de la société à l'exception des parts sociales représentant le capital.

3.5 Les parts sociales sont nominatives se caractérisent par leur incessibilité absolue ce qui entraîne que l'admission d'un membre coopérateur se fait par augmentation du capital et la démission ou l'exclusion d'un membre coopérateur entraîne la diminution du capital.

3.6 Les parts sociales doivent être entièrement libérées au moment de leur souscription.

3.7 Un membre coopérateur ne peut détenir plus de 25% du capital social.

3.8 Les membres coopérateurs sont tenus jusqu'à concurrence du montant de leur souscription et il n'y a entre eux ni solidarité ni indivisibilité.

Art. 4. Les membres coopérateurs.

4.1 Seules les personnes physiques ou morales agréées par le Conseil d'administration peuvent devenir membre coopérateur et acquérir une ou plusieurs parts sociales conformément à l'article 3.4.

4.2 En cas de refus, le Conseil d'administration doit communiquer sa décision dans la quinzaine qui suit par écrit à la personne intéressée. Un recours est possible dans le délai d'un (1) mois auprès du Conseil d'administration. L'Assemblée générale qui suit décidera de l'admission de l'intéressé à la majorité simple.

4.3 La qualité de membre coopérateur et le nombre de parts sociales qu'un membre coopérateur détient se constatent par l'apposition de la signature de ce dernier dans le registre de parts sociales qu'EpiSol détient à son siège. Ce registre est mis à jour deux fois par an.

Art. 5. Démission ou exclusion de membres actifs.

5.1 Tout membre coopérateur est libre de se retirer de la société coopérative à tout moment en adressant sa démission écrite au Conseil d'administration.

5.2 Le Conseil d'Administration peut prononcer l'exclusion d'un membre coopérateur qui d'une manière quelconque porte atteinte aux intérêts et/ou à la finalité sociale ou aux objets d'EpiSol.

La mesure d'exclusion ne pourra être appliquée sans que l'intéressé ait été informé de la mesure envisagée à son encounter et des motifs la justifiant et, s'il en exprime le souhait, ait eu l'occasion de fournir des explications.

En cas de recours, l'Assemblée générale va prendre une décision finale à la majorité simple des membres coopérateurs présents ou représentés.

5.3 La date d'exclusion d'un membre coopérateur est transcrite dans le registre des membres et copie conforme en est adressée au membre coopérateur exclu dans les deux (2) jours par lettre recommandée.

5.4 Le membre coopérateur démissionnaire ou exclu ne peut porter atteinte à l'existence de l'EpiSol et ne peut pas provoquer la liquidation de la société coopérative ni requérir inventaire.

5.5 Le membre coopérateur démissionnaire ou exclu n'a droit qu'à la valeur nominale de ses parts sociales. S'il résulte de la situation du bilan de l'exercice au cours duquel la démission a été donnée ou l'exclusion prononcée que la valeur des parts sociales est inférieure à leur montant nominal, les droits des membres coopérateurs sont diminués d'autant.

5.6 EpiSol dispose de six (6) mois à partir de la démission ou de l'exclusion pour rembourser la valeur ainsi déterminée des parts sociales souscrites par le membre coopérateur sortant.

5.7 En cas de décès, de faillite, de déconfiture ou d'interdiction d'un membre coopérateur, ses héritiers, créanciers ou représentants légaux recouvrent la part selon l'article 5.4.

Art. 6. Le Conseil d'administration.

6.1 EpiSol est administrée par un Conseil d'administration qui est élu à la majorité simple des membres coopérateurs présents ou représentés à l'Assemblée générale.

6.2 Le Conseil d'administration se compose de 5 membres au minimum et 13 membres au maximum.

6.3 Les administrateurs sont élus pour une durée de 2 ans par l'assemblée générale et désigneront parmi eux les mandats respectifs du Président, de deux Vice-présidents, du Secrétaire et du Trésorier.

6.4 Les mandats des administrateurs sont révocables.

6.5 Les administrateurs sortants sont rééligibles.

6.6 EpiSol sera valablement engagée par la signature conjointe du Président - ou à défaut d'un Vice-président - et d'un membre du Conseil d'administration dûment mandaté à cet effet. Le Conseil d'administration gère les affaires d'EpiSol et la représente dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires.

6.7 Le Conseil d'administration se réunit au moins trois fois par an sur l'initiative du Président ou du Secrétaire qui proposent l'ordre du jour. Le Conseil d'administration ne peut statuer que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Aucun administrateur ne peut porter plus d'une procuration à une réunion du Conseil d'administration.

6.8 Le Conseil d'administration prend ses décisions à la majorité absolue. En cas de partage des voix, celle du Président ou de son remplaçant est prépondérante.

6.9 Les décisions du Conseil d'administration sont notées sous forme de procès-verbaux et sont inscrites dans un registre spécial.

6.10 Le Conseil d'administration peut déléguer une partie de ses pouvoirs de manière temporaire à un ou plusieurs de ses membres ou à toute autre personne qui soit membre coopérateur.

6.11 Le Conseil d'administration nomme et révoque un ou plusieurs gérants ou gérant(s) adjoint(s) qu'ils soient membres coopérateurs ou non et qui sont chargés de la gestion journalière d'EpiSol. Ils doivent rendre compte de leur gestion et ils sont tenus à fournir au Conseil d'administration des rapports réguliers sur le fonctionnement et la situation financière d'EpiSol.

6.12 Le ou les gérant(s) ou gérant(s) adjoint(s) ne peuvent pas être élu au Conseil d'administration. Ils ont toutefois le droit d'assister à des réunions du Conseil d'administration.

Art. 7. L'Assemblée générale.

7.1 L'Assemblée générale se compose de tous les membres coopérateurs et se réunit ordinairement chaque année avant la fin du mois de juin sur convocation du Conseil d'administration par lettre ordinaire au moins huit (8) jours avant la date de la réunion de l'Assemblée.

7.2 En outre, une Assemblée générale extraordinaire sera convoquée chaque fois que le Conseil d'administration, le (s) commissaire(s) aux comptes ou un cinquième (1/5) de ses membres coopérateurs le demandent.

7.3 L'Assemblée générale prend ses décisions à la simple majorité des membres coopérateurs présents ou représentés. Chaque membre coopérateur dispose d'un vote et peut se faire représenter par procuration écrite à l'Assemblée générale par un autre membre coopérateur.

7.4 L'Assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'administration, ou par un membre dûment mandaté à cet effet. Un commissaire aux comptes nommé conformément à l'article 8.2 remplit les fonctions du scrutateur.

7.5 Les membres coopérateurs ont un droit de vote égal aux Assemblées générales ordinaires et/ou extraordinaires, c'est-à-dire que chaque membre coopérateur a une voix, indépendamment du nombre de parts sociales inscrites à son nom.

7.6 L'Assemblée générale des membres coopérateurs a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société. Les pouvoirs de l'Assemblée générale déterminent et ses résolutions sont prises suivant les règles pour les sociétés anonymes de la loi modifiée du 15 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

7.7 L'Assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes les dispositions. Néanmoins le changement de la nationalité de la société ne peut être décidé qu'avec l'accord unanime des membres coopérateurs.

7.8 L'Assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique toutes les modifications statutaires proposées, et le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l'objet ou à la forme de la société.

Si le quorum nécessaire n'est pas atteint lors de la première assemblée, une nouvelle Assemblée générale peut être convoquée par des annonces insérées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'Assemblée dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde Assemblée générale extraordinaire délibère valablement quelle que soit la portion du capital présente ou représentée. Dans les deux Assemblées, les résolutions peuvent seulement être adoptées à la majorité des deux tiers (2/3) des voix exprimées.

7.9 Les décisions et résolutions de l'Assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau. Ces procès-verbaux sont tenus au siège d'EpiSol et peuvent être consultés sur demande par tous les membres coopérateurs et les tiers.

Art. 8. La surveillance.

8.1 L'organisation et la gestion d'EpiSol sont contrôlées une fois par an par un réviseur d'entreprise compétent, indépendant de la société.

8.2 La surveillance d'EpiSol est confiée à au moins un (1) et trois (3) commissaire(s) au plus, membres coopérateurs ou non, nommé(s) et révoqué(s) par l'Assemblée générale. Il(s) est/sont nommé(s) pour deux (2) ans, sauf démission ou révocation, et il(s) est/sont rééligible(s).

8.3 Le(s) commissaire(s) a/ont conjointement ou séparément un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de EpiSol. Il(s) peut/peuvent prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de EpiSol. Il(s) peut/peuvent se faire assister par un expert en vue de procéder à la vérification des livres et comptes.

8.4 Le(s) commissaire(s) ne contracte(nt) aucune responsabilité personnelle relative aux engagements d'EpiSol.

Art. 9. Comptes annuels.

9.1 L'exercice social commence le 1^{er} janvier et prend fin le 31 décembre.

9.2 Le Conseil d'administration soumet annuellement à l'Assemblée générale un rapport écrit sur la gestion et la situation financière d'EpiSol.

9.3 Chaque année au 31 décembre, le Conseil d'Administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels contentant le bilan et le compte de profits et pertes de la société.

9.4 Le résultat de l'exercice tel qu'il résulte du compte de profit et pertes est affecté de la manière suivante:

9.4.1 en cas de bénéfice de l'exercice:

- cinq (5) pourcent sont versés à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint dix (10) pourcent du capital social.

- Le reste est versé à la réserve statutaire indisponible aux membres coopérateurs qui est destinée à renforcer et développer l'objet social d'EpiSol.

9.4.2 en cas de perte de l'exercice:

- la perte sera compensée par la réserve statutaire tant que celle-ci est supérieure à la moitié du capital social

- si cette limite inférieure est atteinte, la perte se partage entre les membres coopérateurs au prorata de leur mise par diminution de la valeur des parts sociales c'est-à-dire du capital social.

Des éventuels bénéfices ultérieurs seront affectés prioritairement affectés à la reconstitution du capital social.

Art. 10. Dissolution et liquidation.

10.1 En cas de perte de la moitié du capital social, le Conseil d'administration est tenu convoquer une Assemblée générale extraordinaire des membres coopérateurs pour statuer sur la question s'il y a lieu de prononcer la dissolution d'EpiSol ou non.

10.2 En cas de dissolution, l'Assemblée générale extraordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont l'Assemblée fixe les pouvoirs.

10.3 La nomination d'un ou plusieurs liquidateurs met fin aux mandats des membres du Conseil d'administration ainsi que du/des commissaire(s).

10.4 Après le règlement intégral du passif, le produit net de la liquidation est employé principalement à rembourser le capital nominal des parts sociales. Un éventuel solde est affecté à une entreprise ou association active dans la promotion d'activités sociales, écologiques et économiques.

Art. 11. Dispositions générales.

11.1 Le Conseil d'administration complète les listes des membres deux (2) fois par année.

11.2 Pour toutes matières non-réglées par les présents statuts, il est fait référence à la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Liste des membres coopérateurs et fondateurs, le 5 juin 2014:

Nom	Prénom	Profession	Domicile	Nationalité
Asselborn-Bintz	Simone	Éducatrice diplômée	20 rue Sigefroi/ L-4407 Belvaux	Luxembourgeoise
Cecchetti	Myriam	Institutrice	5 rue de Limpach L-4986 Sanem	Luxembourgeoise
Cozzi	Tamara	Assistante sociale	21 rue du Stade L-4488 Belvaux	Luxembourgeoise
De Rocco	Magali	Travailleuse sociale	49 rue Basse/ L-3813 Schifflange	Luxembourgeoise
Goerend	Nathalie	Employée communale	1 rue Aloyse Meyer L-4407 Belvaux	Luxembourgeoise
Morgenthaler	Nathalie	Politologue	15 rue Aloyse Meyer L-4407 Belvaux	Luxembourgeoise
Olmo	Serge	Educateur gradué	45 rue Charles de Gaulle/ L- 4459 Soleuvre	Luxembourgeoise
Phillips	Catherine	Juriste	3 rue de l'Ecole/ L-8358 Goebblange	Luxembourgeoise
Piscitelli	Jos	Fonctionnaire d'état	42 rue G.D. Charlotte L-4430 Belvaux	Luxembourgeoise
Rod	Gilles	Psychologue	27 rue du Cimetière L-1338 Luxembourg	Luxembourgeoise
Sander	Beate	Educatrice diplômée	4 rue Léon Weirich L-4348 Esch-sur-Alzette	Luxembourgeoise
Speck-Braun	Patricia	Agente commerciale	50 cité op Gewaennchen/ L- 4383 Ehlerange	Luxembourgeoise
Steffen	Josy	Retraité	5, Place de l'Indépendance L-4418 Soleuvre	Luxembourgeoise

Référence de publication: 2014103065/202.

(140121602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

TRG International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 5, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 83.364.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société TRG INTERNATIONAL S.A.(en liquidation), tenue à Luxembourg en date du 27 juin 2014 que les actionnaires, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- 1) La liquidation de la société a été clôturée.
- 2) Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société, et les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers et aux actionnaires qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation sont déposés au même siège social au profit de qui il appartiendra.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014098791/21.

(140116698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Thermo Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 9.830.600,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 85.263.

Extrait des résolutions prises à Luxembourg en date du 5 juin 2014 par les actionnaires de la société

Les mandats de gérants de la Société ont été renouvelés pour une durée indéterminée:

- Monsieur Pierre METZLER, gérant, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg,

- Monsieur Marcel Jacobus VAN DER MEIJDEN, gérant, demeurant professionnellement au 2, Klutsdorpsewege NL-4664 RS Lepelstraat, Pays-Bas,

- Madame Maura Anne SPELLMAN, gérante, demeurant professionnellement au 81, Wyman Street, USA-MA 02454 Waltham, Etats-Unis.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014098777/17.

(140117580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Venn Capital II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 185.807.

In the year two thousand and fourteen, on the second day of July.

Before us, Maître Léonie Grethen, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Venn Capital II Holdco S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies registry under number B 185.789,

here represented by Mr. Mustafa Nezar, lawyer, residing professionally at Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal on 2 July 2014.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party has required the undersigned notary to enact the following:

1. the appearing party is the sole shareholder of Venn Capital II S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies registry under number B 185.807 (the Company), incorporated by a deed of the undersigned notary on 18 March 2014, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, number 1448 of 5 June 2014, holding one hundred (100) shares in the share capital of the Company in registered form, having a par value of one hundred twenty-five euro (EUR 125.-) each, all subscribed and fully paid-up, representing 100% of the share capital of the Company (the Sole Shareholder);

2. the Sole Shareholder states that being the sole shareholder of the Company it can validly decide on the following resolutions; and

3. these facts having been exposed and recognized as true by the Sole Shareholder, the Sole Shareholder duly represented, has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves that the board of managers of the Company (the Board) shall now be constituted of several classes of managers and that the Board shall only validly deliberate on certain reserved matters if all the class A managers are present or represented and if such resolution is taken by the unanimity of the class A managers.

Consequently, the Sole Shareholder resolves to amend articles 7.1.; 8.2 (vi) and 8.3.(i) of the articles of association of the Company which shall now read as follows:

“ **7.1.** The Company shall be managed by at least 4 (four) managers (gérants) appointed by the general meeting of shareholders, which shall set the term of their office. The managers will constitute the board of managers (the “Board”). The Board shall be constituted of at least 2 (two) class A managers (each a “Class A Manager”) and 2 (two) class B managers (each a “Class B Manager”). From time to time, a class C manager (a “Class C Manager”) may also be appointed. The managers need not be shareholders.”;

“ 8.2. Procedure.

(...)

(vi) Quorum and majority rules

(a) In relation to Reserved Matters, the Board may validly deliberate and act only if all the Class A Managers and at least 1 (one) Class B Manager are present or represented. Resolutions of the Board shall be validly taken by the unanimity of the Class A Managers and a majority of the votes of the other managers present or represented.

(b) In relation to matters other than Reserved Matters, the Board may validly deliberate and act only if a majority of its members (irrespective of their quality as Class A, Class B, or Class C Manager) including at least 1 (one) Class A Manager is present or represented. Resolutions of the Board shall be validly taken by a majority of the votes of managers present or represented.

(c) In this section 8.2.(vi) “Reserved Matters” shall mean any decision of the Board pertaining to:

1. Structure. Any amendment, modification or restatement of the organizational documents of the Company, or changing the tax or legal structure or the jurisdiction of formation of the Company.

2. Subsidiaries. The creation of any direct or indirect subsidiary of the Company that is not directly or indirectly wholly-owned by the Company.

3. New Shareholders. The admission of any new shareholder or equity holders to the Company.

4. Investment Period Extensions. Any extension of the investment period of an investment.

5. Business Plan and Budget. Approval of the annual business plan and budget for the Company (with the last approved business plan and budget (other than with respect to capital expenditures) to remain operative until a new business plan and budget is approved).

6. Business Plan and Budget Deviations. Any changes to or deviations from an approved business plan and budget resulting in a variance of (i) 10% or more in any line item of the operating budget; or (ii) 5% or more of the net operating income.

7. Acquisitions and Dispositions. The acquisition or disposition by the Company of any material asset or of any real property or any interest in real property or any material part thereof, other than the acquisition of investments which have been already approved in accordance with these Articles.

8. Indebtedness and Liens. The creation, assumption, guarantee, refinancing, modification, extension or prepayment of, or any material decision with respect to, any indebtedness or derivatives liability of the Company or the granting of an encumbrance over any assets of the Company.

9. Material Agreements. Any entering into, renewal of, amendment or modification of, waiver of rights with respect to, enforcement of rights with respect to, approval or consent under, or termination of, (i) any agreement with any affiliate of a direct or indirect shareholder of the Company, (ii) any other agreement involving the receipt or expenditure by the Company of more than EUR 100,000 annually that reflects a departure from the investment memorandum provided to the Company in connection with an investment or (iii) any agreement for a term in excess of one (1) year that cannot be terminated on not more than one month’s notice without penalty or premium that reflects a departure from the investment memorandum provided to the Company in connection with an investment.

10. Breaches. Any action that, without legal justification, would reasonably be expected to constitute a default under a material agreement to which the Company is a party or under which any assets of the Company is bound or affected.

11. Delegation of Duties. The approval of any arrangement pursuant to which any services to be provided to the Company by the Board is delegated to a third-party (other than investment advisory services).

12. Litigation and Arbitration. The settling of, and any material decisions with respect to, any litigation, arbitration or administrative proceeding by the Company (other than those covered by insurance or not involving more than EUR 100,000).

13. Accounting. Changing the accounting policies, setting or modifying the fiscal year of the Company.

14. Auditors. The appointment or replacement of the auditors for the Company.

15. Mergers. Any merger or consolidation of or involving the Company.

16. Liquidation and Bankruptcy. Any liquidation, winding up or dissolution of the Company or the initiation of any action relating to bankruptcy or recapitalization with respect to the Company, other than required by law.

17. IPO. An initial public offering or listing of shares of the Company.

18. Insurance. The approval of any insurance claim or insurance settlement by the Company.

19. Underlying Investments decisions:

- Changes to the principal amount of any investments or decreases in the monthly payments thereof;
- Changes to voting rights granted under the documentation pertaining to an investment;
- Decreases in the interest rates of the investments or the amount of any fees payable in connection with those investments, modify the date on which interest, principal or fees are payable, modify any interest period;
- Postponement of the scheduled maturity date of an investment;
- Consent to the release of any material portion of the security in respect of an investment;

- Consent to the release of any material obligations of a counterparty in respect of an investment;
- Waiver of any event of default in respect of an investment;
- enter into, approve or consent to any material modification of any documents governing investments or grant any other material consent or approval required under any documents governing investments or make any determination in respect of any provision under a document governing investments, where such determination could have a material impact;
- take, or instruct the taking of, any enforcement actions or actions in contemplation of enforcement with respect to an investment.

(d) Resolutions of the Board taken in accordance with this section 8.2.(vi) shall be recorded in minutes signed by the chairman and the secretary of the meeting or, if no chairman and secretary have been appointed, by all the managers present or represented”;

and

“ 8.3. Representation.

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of 2 (two) Class A Managers and 1 (one) Class B Manager.”

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Sole Shareholder resolves that

1. The current managers of the Company shall all be Class B Managers;
2. In addition, the following persons are appointed with immediate effect as Class A Managers for an indefinite period:
 - Mr Raymond Granger, Canadian citizen, born on 29 July 1958 in Montréal (Canada), manager, with address at 1250 O. Boulevard René-Lévesque, Montréal, Québec, Canada H3B 4W8; and
 - Mr Jørgen Westad, Norwegian citizen, born on 2 May 1961, in Oslo (Norway), manager, with address at Daymer, Hervines Road, Amersham, HP6 5HS, United Kingdom.

For the avoidance of doubt, no Class C Manager is appointed for the time being.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 3.3. of the articles of association of the Company which shall now read as follows:

“ 3.3. The Company may acquire and invest in any kind of assets allowed under the Securitisation Law and may sell, transfer, assign or otherwise dispose of those assets in accordance with the Securitisation Law, these Articles and, as the case may be, any issuing document, private placement memorandum or terms and conditions of securities to be issued and the contractual provisions of the agreements to be entered into in connection with one or more securitisation transaction(s).”

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately one thousand euros (EUR 1,000.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le deux juillet.

Par-devant Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Venn Capital II Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185.789,

ici représentée par Monsieur Mustafa Nezar, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg en vertu d’une procuration donnée sous seing privé le 2 juillet 2014.

Ladite procuration, après signature «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

1. la partie comparante est l'associé unique de Venn Capital II S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et inscrit auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185.807 (la Société) constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 18 mars 2014 et publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1448 du 5 juin 2014, et détient les cents (100) parts sociales composant le capital social de la Société, chacune sous forme nominative et ayant une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125.- EUR), entièrement souscrites et libérées et représentant 100% du capital social de la Société (l'Associé Unique).

2. l'Associé Unique déclare qu'en sa qualité d'associé unique de la Société il peut valablement prendre les résolutions suivantes; et

3. ces faits ayant été exposés et reconnus exacts par l'Associé Unique, l'Associé Unique dûment représenté, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide que le conseil de gérance de la Société (le Conseil) sera désormais composé de plusieurs catégories de gérants et que le Conseil ne pourra valablement délibérer dans certaines matières réservées que si tous les gérants de catégorie A sont présents ou représentés et que les gérants de catégorie A approuvent lesdites résolutions à l'unanimité.

Par conséquent, l'Associé Unique décide de modifier les articles 7.1.; 8.2 (vi) et 8.3.(i) des statuts de la Société qui seront désormais rédigés comme suit:

« **7.1.** La Société est gérée par au moins 4 (quatre) gérants nommés par l'assemblée générale des associés, qui fixent la durée de leur mandat. Les gérants constituent le conseil de gérance (le "Conseil"). Le Conseil doit être composé d'au moins 2 (deux) gérants de catégorie A (chacun un "Gérant A") et 2 (deux) gérants de catégorie B (chacun un "Gérant B"). Eventuellement, un gérant de catégorie C (un "Gérant C") pourra aussi être nommé. Les gérants peuvent ne pas être associés.»;

« **8.2. Procédure.**

(...)

(vi) Règles de quorum et de majorité

(a) S'agissant de Matières Réservées, le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si tous les Gérants A et au moins 1 (un) Gérant B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à l'unanimité des Gérants A et à la majorité des voix des autres gérants présents ou représentés.

(b) S'agissant de points autres que des Matières Réservées, le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres (quelle que soit leur qualité de Gérant A, Gérant B ou Gérant C), incluant au moins un Gérant A, est présente ou représentée. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés.

(c) Dans cette section 8.2.(vi) le terme «Matières Réserves» doit signifier toutes les décisions du Conseil concernant:

1. Structure. Toute modification, changement ou la refonte des documents constitutifs de la Société, ou le changement de la structure fiscale ou de la structure juridique ou de la juridiction de constitution de la Société.

2. Filiales. La création d'une filiale directe ou indirecte de la Société qui n'est pas détenue exclusivement, directement ou indirectement, par la Société.

3. Nouveaux associés. L'admission de tous les nouveaux associés ou titulaires de capitaux propres dans la Société.

4. Extensions de la période d'investissement. Toute prolongation de la période d'investissement pour un investissement.

5. Plan d'affaires et budget. Approbation du plan d'affaires annuel et budget de la Société (le dernier plan d'affaires et budget approuvé (sauf à l'égard des immobilisations) doit rester en place jusqu'à ce que le nouveau plan d'affaires et budget soit approuvé).

6. Déviation du Plan d'affaires et du budget. Toutes modifications ou écarts du plan d'affaires et du budget approuvés dont la variation est de (i) 10% ou plus dans n'importe quel élément de ligne du budget de fonctionnement; ou (ii) 5% ou plus du revenu net d'exploitation.

7. Acquisitions et cessions. L'acquisition ou la cession par la Société de tout actif important ou tout actif immobilier ou tout intérêt dans des actifs immobiliers ou une partie substantielle de ceux-ci, autres que l'acquisition d'investissements qui ont déjà été approuvés conformément à ces Statuts.

8. Endettement et sûreté. La constitution, la reprise, la garantie, le refinancement, la modification, la prorogation ou le paiement par anticipation, ou toute décision importante à l'égard de toute dette ou dérivés au passif de la Société ou à l'octroi d'une sûreté sur les actifs de la Société.

9. Contrats importants. Toute conclusion, renouvellement, modification ou renonciation des droits par rapport à l'exécution de droits en ce qui concerne, l'approbation ou l'autorisation en vertu de, ou la résiliation de (i) un contrat avec une filiale direct ou indirect d'un actionnaire de la Société, (ii) de tout autre contrat concernant la réception ou des dépenses par la Société de plus de 100 000 euros par an qui reflète un départ du memorandum d'investissement fournis à la Société en relation avec un investissement ou (iii) de tout contrat pour une durée en plus d'un (1) an qui ne peut être résilié sans un préavis de plus d'un mois, sans pénalité ou prime qui reflète un départ du memorandum d'investissement fournis à la Société à l'égard d'un investissement.

10. Violations. Toute action qui, sans justification légale, pourrait raisonnablement constituer un défaut en vertu d'un contrat important auquel la Société est partie ou en vertu duquel les actifs de la Société sont engagés ou affectés.

11. Délégation des tâches. L'approbation d'un arrangement en vertu duquel tout service devant être fourni à la Société par le Conseil est déléguée à un tiers (autre que les services de conseil en investissement).

12. Contentieux et Arbitrage. Le règlement de, et toutes décisions importantes relatives à, tout litige, arbitrage ou procédure administrative par la Société (autres que ceux couverts par les assurances ou ne dépassant pas plus de 100 000 euros).

13. Comptabilité. Modification des conventions comptables, l'établissement ou la modification de l'exercice fiscal de la Société.

14. Auditeurs. La nomination ou le remplacement des réviseurs d'entreprises de la Société.

15. Fusions. Toute fusion ou consolidation impliquant la Société.

16. Liquidation et faillite. Toute liquidation, liquidation volontaire ou dissolution de la Société ou ouverture d'une action relative à la faillite ou la recapitalisation à l'égard de la Société, autres que requis par la loi.

17. PAPE. Un premier appel public à l'épargne ou une première cotation des actions de la Société.

18. Assurance. L'approbation de toute réclamation de l'assurance ou du règlement d'une telle réclamation par la Société.

19. Décisions relatives aux investissements sous-jacents sur:

- la modification du montant principal de tout investissement ou de la diminution dans les paiements mensuels de ceux-ci;

- les changements des droits de vote accordés en vertu de la documentation relative à un investissement;

- la diminution des taux d'intérêts des investissements ou du montant des honoraires à payer en relation de ces investissements, modification de la date à laquelle les intérêts, le principal ou les honoraires sont payables, de modifier toute période d'intérêt;

- le report de la date d'échéance prévue d'un investissement;

- le consentement à la levée de toute partie importante d'une sûreté relative à un investissement;

- le consentement à la libération de l'obligation matérielle d'une contrepartie à l'égard d'un investissement;

- la renonciation à un cas de défaut à l'égard d'un investissement;

- la conclusion, approbation ou le consentement à toute modification importante de tous les documents régissant les investissements ou accorder tout autre consentement important ou approbation requise en vertu des documents régissant les investissements ou prendre toute décision à l'égard de toute disposition en vertu d'un document régissant les investissements, où cette décision pourrait avoir un impact significatif; et

- la prise, ou demande de prise de mesure d'exécution ou d'action en vue de l'exécution à l'égard d'un investissement.

(d) Les décisions du Conseil prises conformément à la présente section sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire de la réunion ou, si aucun président et secrétaire n'ont été nommés, par tous les gérants présents ou représentés»

et

« 8.3. Représentation.

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de 2 (deux) Gérants A et d'(1) un Gérant B.»

Seconde résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'Associé Unique décide que:

1. les gérants actuels de la Société seront des Gérants B; et

2. les personnes suivantes sont nommées avec effet immédiat en qualité de Gérants A de la Société pour une durée indéterminée:

- M. Raymond Granger, citoyen canadien, né le 19 juillet 1958 à Montréal (Canada), dirigeant, ayant son adresse au 1250 O. Boulevard René-Lévesque, Montréal, Québec, Canada H3B 4W8; et

- M. Jørgen Westad, citoyen norvégien, né le 2 mai 1961 à Olso (Norvège), dirigeant, ayant son adresse à Daymer, Hervines Road, Amersham, HP6 5HS, Royaume-Uni.

Afin d'éviter tout malentendu, aucun Gérant C n'est nommé pour le moment.

117455

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 3.3 des statuts de la Société qui est désormais rédigé comme suit:

«La Société peut acquérir et investir dans tout type d'actif autorisé par la Loi sur la Titrisation et peut vendre, transférer, céder ou autrement disposer de ces biens conformément à la Loi sur la Titrisation, ces Statuts et, le cas échéant, tout document d'émission, mémorandum de placement privé ou des conditions des titres à émettre et les dispositions contractuelles des contrat devant être conclus dans le cadre d'une ou plusieurs opérations de titrisation.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à environ mille euros (EUR 1.000.-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande de la partie comparante le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande de la partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Nezar, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 4 juillet 2014. Relation: LAC/2014/31315. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Référence de publication: 2014101730/283.

(140121083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Rice MidCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 180.096.

—
EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrit es datées du 25 juin 2014 et avec effet immédiat, ont décidé:

1 d'accepter la démission de Monsieur Lars Frankfelt en tant que gérant de catégorie A de la Société,

2 d'abolir la classification en catégorie A et en catégorie B des gérants actuellement en fonction,

3 de nommer

- Monsieur Thomas Sonnenberg, demeurant professionnellement 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en tant que gérant de la Société pour une période indéfinie

- Monsieur Antonis Tzanetis, demeurant professionnellement 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en tant que gérant de la Société pour une période indéfinie

- Monsieur Mats Eklund, demeurant au 13 Farm Place, Londres W8 7SX, Royaume-Uni en tant que gérant de la Société pour une période indéfinie.

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé sans classification en tant que gérants de catégorie A ou de catégorie B de la manière suivante:

Monsieur Michiel Kramer

Monsieur Heiko Dimmerling

Monsieur Thomas Sonnenberg

Monsieur Mats Eklund

Monsieur Antonis Tzanetis

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Rice Midco S.à r.l.

Référence de publication: 2014103473/28.

(140122252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Toiture Rosch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Bascharage, 160, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 167.433.

L'an deux mille quatorze, le quatre juillet.

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Roger GRILLINI, ferblantier, né à Luxembourg, le 27 juin 1960, demeurant à L-4940 Bascharage, 160, Avenue de Luxembourg.

I. Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'acter qu'il est le seul et unique associé de la société "TOITURE ROSCH S.à r.l.", une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-2311 Luxembourg, 27, Avenue Pasteur, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 167433 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 23 février 2012, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1028 du 21 avril 2012. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

II. Le capital social souscrit de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées par l'associé unique, préqualifié.

III. L'associé unique a reconnu être pleinement informé des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Transfert du siège social de la Société de son adresse actuelle de L-2311 Luxembourg, 27, Avenue Pasteur à l'adresse suivante: L-4940 Bascharage, 160, Avenue de Luxembourg;

2. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société;

3. Confirmation du mandat du gérant actuellement en fonction;

4. Divers.

Le comparant a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique a décidé de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle de L-2311 Luxembourg, 27, Avenue Pasteur à l'adresse suivante: L-4940 Bascharage, 160, Avenue de Luxembourg, commune de Käerjeng.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'associé unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

Art. 5. (premier paragraphe). «Le siège social est établi dans la commune de Käerjeng.»

Troisième résolution

L'associé unique a décidé de confirmer le mandat du gérant actuellement en fonction pour une durée indéterminée, à savoir Monsieur Roger GRILLINI, ferblantier, né à Luxembourg, le 27 juin 1960, demeurant à L-4940 Bascharage, 160, Avenue de Luxembourg.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont estimés à neuf cents euros (EUR 900,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Grillini, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 8 juillet 2014. Relation: LAC/2014/31702. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €)

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103598/52.

(140122160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.